



Hugo Chávez face aux élections régionales

Par [Salim Lamrani](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 19 novembre 2008

19 novembre 2008



Le président Hugo Chavez en campagne pour les élections régionales à Barrinas, sa terre natale.

Le 23 novembre 2008 auront lieu les élections régionales et locales au Venezuela qui désigneront les nouveaux gouverneurs ainsi que les maires. Le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) de Hugo Chávez devrait largement remporter ce scrutin dans un contexte tendu, exacerbé par l'opposition du pays qui refuse toujours de reconnaître la légitimité du président vénézuélien malgré plus d'une dizaine de victoires électorales dont la transparence et le caractère démocratique ont été soulignés par la plupart des organisations internationales¹.

En effet, depuis son élection en 1998, Chávez n'a cessé de remettre en jeu son mandat et son autorité, en se soumettant au suffrage populaire. En dix ans, les Vénézuéliens auront été consultés pas moins de 13 fois, c'est-à-dire presque autant de fois que durant les quarante ans précédant la Révolution bolivarienne, entre 1958 et 1998, où eurent lieu 15 élections².

L'opposition, qui contrôle actuellement deux Etats (Zulia et Sucre) sur 24, pourrait perdre ses ultimes bastions au profit des candidats gouvernementaux, notamment dans l'Etat de Zulia dirigé par le gouverneur Manuel Rosales, farouche opposant de Chávez. Rosales a déjà prévu d'ignorer les résultats du scrutin en cas de victoire de Giancarlo Di Martino, candidat du PSUV à Zulia, conscient que les électeurs vénézuéliens sont favorables au parti présidentiel³.

Ce dernier avait déjà participé au coup d'Etat du 11 avril 2002 en signant le décret reconnaissant la junte putschiste de l'éphémère Pedro Carmona Estanga. Il fut également un éminent protagoniste du sabotage pétrolier en décembre 2002, et a multiplié les campagnes médiatiques contre le pouvoir en place. Il se trouve désormais gravement impliqué dans un scandale de corruption⁴.

Hugo Chávez a mis en garde contre toute nouvelle tentative de déstabilisation. « *Ils veulent de nouveau incendier le pays [...]. Ils sont à la recherche de militaires pour fomenter un coup d'Etat* », a-t-il dénoncé. Il en a également profité pour lancer un avertissement ferme à l'encontre de l'actuel gouverneur de Zulia: « *Si Monsieur Manuel Rosales refuse de passer le pouvoir au vainqueur du 23 novembre [...], il sera arrêté le jour même*⁵ ».

Depuis son arrivée au pouvoir, Chávez a constamment été la cible de menaces. L'administration Bush a tout tenté, du coup d'Etat de 2002 jusqu'au financement actuel de

l'opposition, pour se débarrasser de l'homme politique le plus populaire d'Amérique latine. En septembre 2008, les autorités vénézuéliennes ont déjoué de justesse une conspiration visant à assassiner le leader bolivarien et réitérer un putsch. Plusieurs militaires à la retraite et en activité – mais sans commandement de troupes – des forces armées ont été arrêtés⁶.

Les services de renseignements vénézuéliens avaient réussi à enregistrer plusieurs conversations téléphoniques entre le général de division de l'Armée Wilfredo Barroso Herrera, le vice-amiral Millán Millán et le général de brigade de l'Aviation Eduardo Baez Terrealba. Les putschistes avaient élaboré un plan pour prendre d'assaut le Palais présidentiel de Miraflores et éliminer Chávez : « *S'il se trouve à Miraflores nous ciblerons nos efforts dans cette direction. [...] Nous allons prendre le Palais de Miraflores, nous allons nous emparer des chaînes de télévision. L'objectif doit être unique [...] Cet effort d'unité doit se diriger vers le Palais*⁷ ».

En plus d'une attaque contre le Palais, les militaires avaient prévu de s'en prendre à l'avion présidentiel et de le faire exploser par un missile au moment du décollage ou de l'atterrissage. Ainsi, « *une opération possible [aurait lieu] au retour de voyage du président Chávez. L'une des actions serait de le faire exploser, ou de le capturer avec des avions en plein vol*⁸ ».

Mario Isea, président de la Commission spéciale d'enquête sur l'assassinat de l'Assemblée nationale vénézuélienne, a confirmé l'existence d'indices avérés concernant ce plan de coup d'Etat. « *Il y a suffisamment d'élément de preuves pour confirmer les plans d'assassinat et de coup d'Etat* », a-t-il signalé. Il a également souligné l'implication d'éléments internationaux, d'hommes politiques de l'opposition, de médias privés et d'hommes d'affaires locaux. Les individus en question s'étaient réunis à plusieurs reprises au Venezuela, en Colombie et aux Etats-Unis⁹.

L'implication de l'administration Bush dans cette affaire est indéniable. En effet, l'opposition vénézuélienne ne se risquerait jamais à une telle entreprise si elle ne bénéficiait pas du soutien politique et financier de la Maison-Blanche. En septembre 2008, lassé par les multiples ingérences des Etats-Unis, Caracas a expulsé l'ambassadeur étasunien et rappelé son représentant diplomatique de Washington.

L'élection de Barack Obama à la présidence étasunienne pourrait entraîner une normalisation des relations entre les deux nations. Hugo Chávez a salué la victoire du sénateur démocrate et lui a tendu un rameau d'olivier : « *Le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela fait part de sa volonté et de sa détermination d'élaborer, sur la base du respect absolu de la souveraineté, un agenda bilatéral constructif pour le bien-être des peuples vénézuélien et étasunien*¹⁰ ».

L'opposition vénézuélienne se trouve dans une situation désespérée. La révolution politique, économique et surtout sociale du président Chávez l'a coupée de toute base populaire. Le leader bolivarien jouit d'un prestige hors norme dans son pays grâce à sa politique de redistribution des richesses qui a sensiblement amélioré le niveau de vie des catégories les plus démunies. Les résultats atteints en une décennie sont spectaculaires¹¹. L'implication de l'ensemble des citoyens dans le processus de transformation lancé en 1998 a permis à la société toute entière d'atteindre un degré de maturité politique suffisant pour être consciente des enjeux nationaux et comprendre que l'oligarchie n'est pas la meilleure représentante de ses intérêts.

Notes

1 *El Nuevo Herald*, « Oposición venezolana pide que se vote por la 'diversidad' en regionales », 8 novembre 2008.

2 *EFE*, « La oposición puede ganarle seis estados a Chávez », 7 novembre 2008.

3 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Chávez alerta sobre plan opositor para desconocer triunfo del PSUV en Zulia », 9 novembre 2008.

4 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « isea: Comisión de Contraloría de la AN se traslada al Zulia para investigar denuncias de corrupción », 8 novembre 2008.

5 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Chávez alerta sobre plan opositor para desconocer triunfo del PSUV en Zulia », *op. cit.*

6 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Develan plan conspirativo de militares activos y retirados contra presidente Chávez », 10 septembre 2008.

7 *Ibid.*

8 *Ibid.*

9 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Hay suficientes indicios para probar planes magnicidas y conspirativos », 28 septembre 2008.

10 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Presidente Chávez felicitó a Obama por victoria electoral », 5 novembre 2008.

11 Salim Lamrani, « Una revolución económica y social », *Le Monde Diplomatique*, décembre 2008.



Salim Lamrani est enseignant et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Il a notamment publié *Washington contre Cuba* (Pantin : Le Temps des Cerises, 2005), *Cuba face à l'Empire* (Genève : Timeli, 2006) et *Fidel Castro, Cuba et les Etats-Unis* (Pantin : Le Temps des Cerises, 2006). Il vient de publier *Double Morale. Cuba, l'Union européenne et les droits de l'homme* (Paris : Editions Estrella, 2008). Contact : lamranisalim@yahoo.fr

Articles Par : [Salim Lamrani](#)

A propos :

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet. Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca